

Des chantiers au présent et d'avenir pour *Economie et Politique*



Conclusion d'Yves Dimicoli

Cinquante ans c'est tout un pan d'histoire. Mais c'est aussi, on l'a vu, l'ambition d'un nouveau rayonnement pour *Economie et Politique*.

La revue, avec son ancrage aux luttes, n'a-t-elle pas su, en effet, contribuer à un renouvellement fondamental par rapport à ce qui a été des repères dogmatiques ?

N'a-t-elle pas aidé à coller aux problèmes réels de notre temps, malgré toutes les difficultés ?

Plus que jamais il y a besoin d'une revue comme *Economie et Politique* avec, désormais, l'enjeu si décisif d'une construction à l'échelle nationale, européenne et mondiale. Son originalité c'est la liaison entre l'analyse théorique et les luttes politiques pour des propositions transformatrices audacieuses.

Revue marxiste, elle contribue au développement de la théorie marxiste, en confrontation avec les réalités nouvelles. En tant que telle, elle s'adresse aux militants communistes. Au-delà, elle s'adresse à tous ceux qui veulent des avancées créatrices, rigoureuses, viables pour une transformation allant de la recherche d'inflexions et de changements immédiats, notamment par l'intervention dans les gestions avec de nouveaux critères, à une vision nouvelle d'ensemble, à tout un projet de société.

Cet apport original, irremplaçable d'*Economie et Politique* paraît d'autant plus nécessaire aujourd'hui que les militants communistes ne veulent pas déléguer la politique au sommet et à des ententes au sommet. Ils veulent être pleinement informés pour pouvoir intervenir. Ils ont donc besoin d'apports rigoureux, objectifs pour une co-élaboration indispensable avec d'autres qui soit vraiment productive et non pas impuissante parce qu'orpheline d'analyses en profondeur.

Economie et Politique est utile pour une construction politique novatrice, non politicienne. Visant une transformation sociale radicale, il lui faut en effet s'articuler à un projet de société qui soit à la hauteur des défis de notre époque, ceux des révolutions informationnelle, démographique, écologique et monétaire, avec la mondialisation. Pour cela, elle a besoin de s'ancrer au sérieux et à la profondeur d'un aiguisement théorique pour soutenir la liaison entre avancées immédiates et construction radicale d'ensemble. C'est tout l'enjeu que recouvre cette grande idée de Sécurité d'emploi ou de formation.

Depuis son enfantement par Paul Boccard et sa reprise ensuite par le Parti communiste, jusqu'à la publication par la revue des matériaux de la conférence nationale sur l'emploi,

Economie et Politique a commencé d'accumuler de premiers éléments pour le débat et l'action avec la volonté d'aider à l'essor d'un mouvement national.

Le chaînon à partir duquel il paraît indispensable aujourd'hui de développer l'action sur cette idée c'est la proposition de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation. Elle permet de mettre le pied, dès le terrain, dans l'entrebâillement de cette porte si essentielle pour la transformation révolutionnaire que constituent la maîtrise de la création monétaire et du crédit, du changement des liaisons banques-entreprises dès les bassins d'emploi, jusqu'à la réorientation de la Banque centrale européenne. Le lecteur trouvera dans *Economie et Politique* de quoi empêcher les affaiblissements et les abaissements de l'idée de Sécurité d'emploi ou de formation avec la récupération démagogique de la formule. Il trouvera aussi de quoi nouer, à partir de l'idée authentique, des coopérations souples, larges et inventives, notamment avec la CGT.

Il me faut insister ici sur l'importance, désormais, de la dimension européenne de ce projet au lieu du chant des sirènes, y compris à droite, autour de la vieille idée de «plein emploi». Celle-ci n'a jamais été conçue pour supprimer le chômage, mais pour sauver de la crise de l'entre-deux-guerres le capitalisme et sa régulation du marché du travail par le chômage. C'est d'ailleurs sur la prétendue ambition de «tendre vers le plein emploi» qu'est construit le projet Giscard de constitution européenne, lequel, pour imposer «une concurrence libre et non faussée», entend supprimer le «droit à l'emploi», inscrit dans le préambule de la constitution de 1946. C'est dire l'engagement de la revue dans la bataille pour un «Non» au référendum qui ne soit pas un «Non» à l'Europe mais pour une autre Europe avec la visée d'une sécurité d'emploi ou de formation commune à tous les européens.

Un mot enfin à propos des nouveaux chantiers dont a parlé Paul et dans lesquels *Economie et Politique* entend désormais beaucoup faire. C'est d'abord celui des services socialisés à la personne avec la nécessité d'organiser des coopérations très intimes entre usagers et personnels. C'est aussi celui de la participation de l'Europe à une tout autre construction mondiale pour défendre et promouvoir les biens communs à l'humanité, jusqu'à une monnaie commune mondiale de co-développement.

Tout cela tend vers la recherche d'une nouvelle civilisation inscrite dans la nécessité si actuelle d'un dépassement graduel mais effectif du capitalisme. L'initiative de créer l'association «**des Amis d'Economie et Politique**» prend ici toute sa portée avec la volonté d'aider à un nouveau rayonnement de la revue, y compris au plan international, à partir de liaisons beaucoup plus systématiques entre luttes, lectorat et rédaction.

Merci à tous d'être venus si nombreux témoigner votre attachement à la revue.

Bon anniversaire *Economie et Politique* ! ■